

# BRÈVES SECTORIELLES

## Tchéquie

Une publication du SE de Prague  
Décembre 2023

## Sortie du bouclier énergétique au 1<sup>er</sup> janvier 2024

L'accalmie des prix de l'énergie sur les marchés de gros et l'orientation privilégiée d'assainir les finances publiques ont conduit le gouvernement tchèque à éteindre les dispositifs clés de son bouclier énergétique (4,5 Md € en 2023) à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024. Des mesures de soutien ciblées sur les consommateurs vulnérables prendront le relais. Après la publication par l'Office de régulation de l'énergie (ERU) de fortes hausses des tarifs de la composante régulée des prix, le gouvernement a d'ores et déjà annoncé qu'il prendrait en charge la majeure partie des surcoûts pour les industries intensives en énergie.

**1/ Le gouvernement tchèque met fin, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024, au bouclier énergétique dont le coût pour les finances de l'Etat s'est établi pour 2023 à 4,5 Md €**

Pour soutenir les ménages et les entreprises face à l'envolée des prix de l'énergie sur les marchés de gros en 2022, le gouvernement avait réagi en mettant en place plusieurs dispositifs de soutien de nature différente : **(1) mesures fiscales** (réduction des accises sur le diesel jusqu'en août 2023, exonération de la taxe « énergies renouvelables » dans la part réglementée du prix de l'électricité), **(2) régulation des prix de détail de l'énergie** (plafonnement des prix de l'électricité à 0,24€/kWh et du gaz à 0,12€/kWh, supplantant le dispositif dit « tarif d'austérité » de réduction des factures des ménages entre octobre et décembre 2022), **(3) subventions ciblées** (programme de subventions pour les grandes entreprises, subvention à l'opérateur du réseau de transport d'électricité ČEPS pour couvrir ses coûts de gestion), etc.

Selon le ministre des Finances, Zbyněk Stanjura, la prise en charge par l'Etat du bouclier énergétique a représenté au total un coût pour les finances publiques de 110 Md CZK (4,5 Md€) en 2023, dont 60 Md CZK pour la couverture de la partie réglementée des prix et 50 Md CZK pour les prix-plafonds<sup>1</sup>. Le ménage moyen aurait ainsi économisé sur l'année près de 4 200 CZK (170€) sur le prix de l'électricité selon les chiffres du gouvernement. Conformément à la priorité fixée par le gouvernement de Petr Fiala de consolider les finances de l'Etat, et alors que les marchés de gros de l'énergie se stabilisent, le gouvernement a annoncé qu'il ne prolongerait pas les mesures de soutien, qui s'éteindront ainsi, comme prévu initialement, à la fin de l'année 2023.

## 2/ L'incertitude quant au niveau d'augmentation des prix finaux l'an prochain justifie selon le gouvernement de mettre en place une approche au cas par cas

Face à la hausse du coût d'exploitation des systèmes électrique et gazier et compte tenu de la réduction des aides du gouvernement<sup>2</sup>, l'Office de régulation de l'énergie (ERU) a publié, le 1<sup>er</sup> décembre, les nouveaux tarifs de la composante réglementée des prix de l'énergie pour 2024, qui connaîtront d'importantes augmentations. Pour l'électricité : + 66 % pour les clients connectés au réseau basse tension, + 105 % pour les clients du niveau haute tension et + 190 % pour les consommateurs du niveau très haute tension. S'agissant du gaz, les prix réglementés augmenteront d'environ + 40 % pour l'ensemble des clients<sup>3</sup>.

Si l'augmentation du prix final de l'électricité et du gaz que paieront les clients reste encore incertaine (cf formation du prix de détail - annexe 1), et dépendra au cas par cas pour chaque client du type de contrat convenu avec son fournisseur.

Les déclarations du gouvernement se veulent rassurantes, le premier ministre Petr Fiala indiquant que si un retour aux prix de l'énergie d'avant crise n'est malheureusement pas possible, l'augmentation de la composante réglementée des prix sera contrebalancée par la baisse des prix de l'énergie sur les marchés de gros (composante non-réglémentée). Il soulignait toutefois le risque existant pour les clients ayant négocié par le passé leur approvisionnement en énergie à un prix supérieur aux plafonds instaurés par le gouvernement (environ 400 000 clients dans ce cas), et qui pourraient voir leur facture augmenter considérablement à partir de janvier 2024.

Plusieurs fournisseurs d'énergie (CEZ, le plus grand fournisseur d'électricité de Tchéquie ; Innogy, leader dans la fourniture de gaz) ont d'ores et déjà annoncé qu'ils maintiendraient les prix au niveau des plafonds pour ce type de clients.

---

<sup>1</sup> Soit la moitié du montant budgété initialement par le gouvernement au moment de la conception du dispositif de prix-plafonds.

<sup>2</sup> La contribution versée par l'Etat pour couvrir la composante réglementée (tarif ENR) tombera ainsi à 12,5 Md CZK en 2024 (contre 60 Md CZK en 2023 avec le bouclier énergétique).

<sup>3</sup> La composante réglementée détermine entre 20% et 40% du prix final de l'électricité selon les clients, et entre 10% et 20% pour le gaz.

### 3/ Le soutien de l'Etat ciblera dorénavant les clients les plus vulnérables, au premier rang desquels les grandes industries intensives en énergie

Pour préserver la compétitivité de ces sociétés, et à l'issue de négociations avec la Confédération de l'Industrie et la Chambre de commerce tchèque qui soulignait la hausse trop importante des coûts pour les entreprises énergivores, **le gouvernement a décidé de poursuivre la prise en charge d'une partie de la taxe sur les énergies renouvelables des entreprises à forte intensité énergétique**, telles que les aciéries, les verreries, les fabricants de céramiques ou les papeteries, etc. Cette mesure, qui s'appliquera à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024, permettra à ces entreprises de couvrir les deux tiers de la hausse des tarifs réglementés récemment annoncées par l'ERU et concernera près de 25 000 points de consommation, soit une réduction de la taxe sur les énergies renouvelables de 107 CZK/MWh (4,4€) hors TVA pour les entités connectées au réseau haute tension et de 167 CZK/MWh (6,8€) pour les entités raccordées au réseau très haute tension. L'ERU prévoit de publier une mise à jour des prix réglementés pour ces clients. Le coût pour les finances publiques serait de 3,5 Md CZK (140 M€) en 2024, financé par des fonds non utilisés en 2023 et une partie du budget 2024 du ministère de l'Industrie.

Enfin, le ministre de l'Industrie et du Commerce, Jozef Sikéla, a déclaré que le paquet de consolidation budgétaire intégré à la LFI 2024 prévoyait la possibilité de modifier les tarifs ENR de la composante réglementée des prix en cours d'année, ce qui donnait des marges de manœuvre pour apporter, le cas échéant, un soutien à d'autres consommateurs d'énergie en difficulté.

## ANNEXE

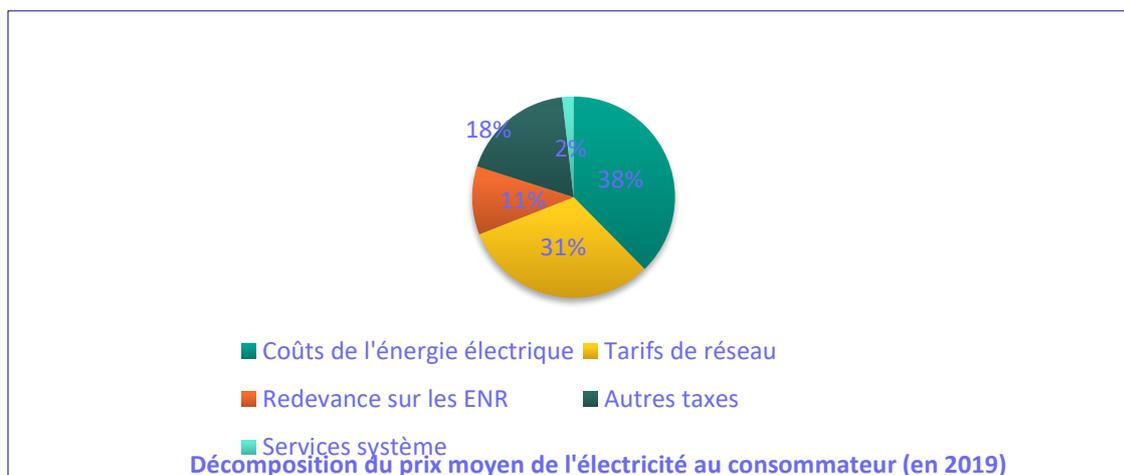
### Annexe 1 – Formation du prix de détail

La formation des prix au consommateur dépend à la fois du prix de l'énergie sur le marché de gros et de l'intervention de l'Etat tchèque, qui reste modérée. Puisque le marché de la fourniture d'énergie est entièrement libéralisé, la formation des prix au détail de l'électricité peut se décomposer comme suit :

- Une part non réglementée, qui correspond au prix auquel est vendue l'électricité au distributeur par son fournisseur ;
- Une part réglementée, résultant d'un certain nombre de charges déterminées par le régulateur énergétique national (ERU), telles que notamment les coûts de transport et de distribution d'électricité et la taxe sur l'énergie pour le financement des énergies renouvelables.

En 2019, le prix moyen de l'électricité pour les ménages était ainsi composé des coûts de l'énergie électrique elle-même (37,4 %), des tarifs de réseau (31,1 %), de la redevance sur les énergies renouvelables (10,9 %), des autres taxes (18,1%) et des coûts des services système (1,8 %).

Avant la crise énergétique de 2022, la République tchèque bénéficiait d'un prix de l'électricité relativement compétitif – en dessous de 0,1€ le kWh (hors ménages) entre 2014 et 2020, en dessous de l'Allemagne (un peu moins de 0,15€ le kWh) et la France (entre 0,12€ et 0,13€ le kWh) ainsi que la plupart de ses voisins – qui constituait un avantage concurrentiel pour l'industrie tchèque (source Eurostat).



Source : AIE – rapport « République tchèque » 2021

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique de Prague  
[prague@dgtresor.gouv.fr](mailto:prague@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SE de Prague  
Abonnez-vous : [prague@dgtresor.gouv.fr](mailto:prague@dgtresor.gouv.fr)